

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 110 - VENDREDI 24 JUIN 2011

## LE MERLE MOQUEUR

C'est marrant : j'ai entendu un chroniqueur politique, sur une radio nationale, traiter Mélenchon de mini-Mitterrand et je n'ai même pas trouvé ça drôle.

Claude Guéant parle à l'Assemblée Nationale de «gode électoral», mais selon plusieurs experts freudiens que nous avons pu consulter, ce ne serait pas un lapsus. ●

## AGENDA MILITANT

→ 25 Juin

France [Marche des Fiertés LGTB 2011](#)

→ 25 Juin

Montreuil [Le grand soir, Fête des Alternatives](#)

→ 30 Juin

Paris [Quelles transitions énergétiques ?](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

Gisti [Plainte contre l'Otan, l'UE, les pays de la coalition opérant en Lybie](#)

→ Discrimination

[Mamans toutes égales !](#)

→ A lire

[Résister pour soigner](#)

## Une campagne collective pour une percée de la gauche d'alternative

Après le vote des adhérents du PCF, Jean-Luc Mélenchon est en passe de devenir le candidat unitaire de la gauche d'alternative pour l'élection présidentielle de 2012. C'est un bon moment pour exprimer à nouveau notre conception d'une dynamique de la gauche d'alternative.

Cette campagne, nous la voulons collective, riche du pluralisme d'un Front de gauche que nous voulons contribuer à élargir et transformer, et en rupture avec la présidentialisation de la vie politique. Nous la voulons populaire, en ce sens qu'elle doit viser l'appropriation citoyenne de la politique et du pouvoir. Nous la voulons porteuse à la fois de radicalité critique et d'alternative, que des mesures de ruptures peuvent exprimer (plus qu'un catalogue programmatique). Nous la voulons dépassant largement la dimension électorale : qu'elle soit une insurrection démocratique, en lien avec une percée des mouvements «sociaux».

La Fédération pour une alternative sociale et écologique cherche le chemin pour s'engager pleinement dans cette dynamique. Et pour que la société civile et les catégories populaires, les forces sociales, les mouvements eux-mêmes prennent la place que les formes traditionnelles de la représentation politique leur refusent : au coeur de la vie politique.

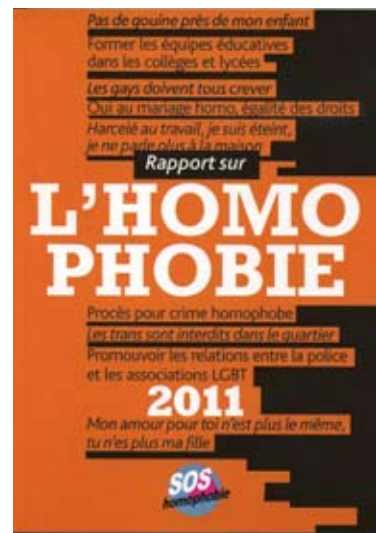
Jean-Luc Mélenchon vient de déclarer dans *l'Humanité* : «*Nous sommes à la fois unis et divers. Dans notre rassemblement, chacun reste lui-même et apporte ce qu'il a de meilleur. Mon modèle est la campagne de 2005. Pas seulement parce que nous avons gagné. Mais aussi parce que, cette année là, nous avons inventé un type de campagne radicalement collectif, fondé sur l'implication du peuple et l'imagination de chacun*». Pierre Laurent, pour le PCF, a fait des déclarations dans le même sens. Avec nos amis de Convergences & alternative et d'autres sensibilités de la gauche de transformation, avec de nombreux militants syndicaux et associatifs (réunis notamment autour de l'appel « pour une dynamique populaire du Front de gauche »), nous nous retrouvons dans une telle démarche, qu'il s'agit maintenant de déployer et de concrétiser.

L'accélération des derniers jours montre que la gauche d'alternative n'est pas destinée à l'immobilisme, qui ramène toujours au coup de pouce au PS pour la mise en oeuvre de politiques social-libérales. C'est le moment de s'engager et, pour ne pas décevoir, de passer des paroles aux actes.

● CLÉMENTINE AUTAIN  
ET GILLES ALFONS

# La lutte contre l'homophobie : une lutte pour l'égalité

**Tandis que les Gay Pride réunissent ces jours-ci, comme chaque année, des centaines de milliers de participants, à Paris et en province, SOS homophobie publie son rapport annuel et alerte sur la persistance, voire l'aggravation, de l'homophobie sous toutes ses formes. Entretien avec Christian Boyer, l'un des co-auteurs du rapport.**



## Quelles sont les grandes lignes du Rapport sur l'homophobie 2011 ?

Quatre grands constats irriguent ce 15<sup>ème</sup> rapport sur l'homophobie, qui reste, à ce jour, le seul outil de suivi des actes homophobes dans notre pays. Premièrement, de plus en plus de personnes témoignent des violences qu'elles subissent. Les raisons à cela sont sans doute multiples. On peut imaginer que les victimes aujourd'hui sont de moins en moins enclines à se taire, ce qui est positif. Mais il y a là peut-être aussi le signe que les agressions à l'égard des personnes LGBT sont en hausse.

Deuxièmement, les agressions physiques qui nous sont rapportées sont de plus en plus violentes et ont lieu partout. Certes, les lieux de drague restent des endroits privilégiés pour « casser du pédé », mais on nous rapporte régulièrement des agressions physiques en plein jour, dans des lieux publics, dans un parc, ou dans la rue, de la part d'inconnus ou même de voisins. En 2011, tous les 3 jours, un gay, une lesbienne ou un trans se fait attaquer dans notre pays.

Troisièmement, Internet est devenu un véritable défouloir pour les homophobes de tous bords. De la part des internautes bien sûr, mais aussi des éditeurs eux-mêmes,

un certain nombre de sites revendiquant haut et fort leur haine pour les personnes homosexuelles. Le moindre article sur le net sur la question du mariage ou sur l'adoption entraîne systématiquement des déchaînements de violence parfois inouïe. Cette homophobie sur le

**« Quant au mariage et à l'adoption, l'Assemblée Nationale a encore réaffirmé son conservatisme et son ringardisme la semaine dernière en rejetant la proposition de loi du PS. Derrière ce refus, c'est bien l'affirmation d'une homophobie d'Etat qui s'exprime ».**

net n'est pas sans rapport d'ailleurs avec l'homophobie dans les lieux publics. C'est dans un environnement d'anonymat que l'on peut le plus facilement exprimer sa haine. A contrario, il est plus difficile par exemple de s'afficher comme homophobe dans le monde du travail même si cela existe aussi.

Quatrièmement, il ne faut pas oublier que tous les ans, de nombreux témoignages nous parviennent pour évoquer cette homophobie sourde et insidieuse qui ne s'affiche pas clairement, mais qui rend infernale la vie des personnes concernées. La boîte aux lettres taguée, les ricanements des collègues, la solitude de celles et ceux qui vivent dans des endroits reculés où l'homosexualité est encore vécue comme une maladie honteuse etc.

**Le rapport souligne : « contre l'idée que l'ensemble de la société française devient de plus en plus ouverte à la diversité, un noyau dur d'homophobie persiste ». Comment l'expliquez-vous ?**

Il semble qu'un des prix à payer pour une plus forte visibilité des gays et des lesbiennes soit la réaction violente d'une frange de la population qui haït les personnes ayant une orientation sexuelle différente de la leur. Nous remarquons que nous avons de plus en plus de témoignages de lesbiennes qui se font attaquer, comme si elles payaient elles aussi le prix d'une plus grande visibilité. Deux hommes ou deux femmes se tenant par la main ou s'embrassant sur un banc public sont vécus par certains-es comme quelque chose d'insupportable à ●●●

●●● leur yeux. Je ne peux pas expliquer cette haine à l'encontre de deux personnes qui affichent leur affection et leur amour l'un-e pour l'autre, mais elle est bien réelle, hélas.

**Au-delà du « noyau dur » évoqué dans le rapport - expression qui semble ne concerner qu'une petite minorité de la société - et d'une « société plus ouverte à la diversité », ne croyez-vous pas qu'il existe encore des formes très banalisées d'homophobie (que l'on peut trouver, par exemple, dans de nombreuses expressions utilisées parmi les jeunes) ?**

C'est le sens de certains appels que nous recevons. J'ai encore en tête l'appel de cette mère de famille (qui m'avait d'ailleurs précisé qu'elle était hétérosexuelle), qui ne supportait plus que dans sa ville, à Marseille, les mots « PD » ou « enculé » soient utilisés à tout bout de champ lorsqu'il s'agit d'insulter quelqu'un, un voisin, un camarade de classe, un passant dans la rue ou en voiture. Dans les réunions que nous animons dans les collèges et lycées, les jeunes n'ont d'ailleurs pas du tout l'impression que le mot « PD » soit une insulte à caractère homophobe, alors qu'elle l'est ! Ce langage courant est bien sûr l'expression d'une homophobie bien ancrée dans la conscience collective. Les insultes sont d'ailleurs les premières manifestations d'homophobie recensées par notre association, mais il n'y a pas que dans le langage que s'exprime cette homophobie banalisée. L'image caricatu-

**SOS Homophobie, pour agir concrètement face à l'homophobie**

En plein développement, SOS Homophobie est une association d'écoute, de renseignement et parfois d'accompagnement des victimes de l'homophobie. Outre une ligne téléphonique d'écoute anonyme ouverte 24 heures par semaine (0 810 108 135) et un site Internet ([www.sos-homophobie.org](http://www.sos-homophobie.org)), elle intervient en milieu scolaire, forme les professionnels, informe les adolescent-e-s (avec un site dédié : [www.cestcommeca.net/](http://www.cestcommeca.net/)) et intervient sur les lieux de drague. Depuis 15 ans, elle publie son *Rapport annuel sur l'homophobie*, qui est une référence unique sur le sujet. Ce rapport compile l'ensemble des témoignages reçus par l'association et analyse l'actualité LGTB (lesbienne, gay, trans et bi) de l'année passée. Si SOS homophobie intervient auprès des pouvoirs publics français et européen pour porter le combat pour l'égalité des droits quelles que soient l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle et de genre, l'association reste jusqu'à présent peu impliquée par rapport aux combats connexes au sien (lutte contre les autres discriminations, enjeux de l'égalité en général...). Cependant, elle souligne que « l'homophobie est un rejet de la différence, au même titre que la xénophobie, le racisme, le sexisme, les discriminations sociales, liées aux croyances religieuses, aux handicaps, etc. ». Et aussi : « La lutte contre les discriminations est avant tout une démarche pour obtenir l'égalité en droit et en considération. Il ne s'agit pas d'obtenir des droits spécifiques ou des privilèges ».



● Gilles Alfonsi

Rapport annuel sur l'homophobie 2011, [disponible ici](#) en pdf

rale de l'homme efféminé et de la femme masculine est encore bien présent dans l'esprit des gens. Des témoignages nous arrivent régulièrement pour raconter le collègue qui cherche à faire rire tout le monde en mimant un gay qui doit parler avec une voix aigüe, se dandiner, et dont il faut se protéger car il est forcément un prédateur sexuel cherchant à peloter tous les hommes qu'il croise. Les

pratiques sexuelles des gays et des lesbiennes sont d'ailleurs toujours un objet de fantasme pour les hétéros...

**Quelles sont les interactions entre les inégalités sociales, la précarité, les multiples situations de discriminations (notamment celles liées à l'origine), l'exclusion et l'homophobie ? Et comment y faire face ?**

C'est une question qu'il faudrait poser à un sociologue spécialiste de la question. On peut évidemment penser que lorsqu'on grandit dans un milieu défavorisé ou que l'on vient d'un pays où la culture est fortement ancrée dans les traditions et la religion, il est plus difficile d'affirmer son ●●●



●●● identité et son orientation sexuelle. Mais, à notre niveau, nous ne pouvons pas en tirer de généralités. Nous recevons en effet des témoignages venant de personnes de tous les milieux socio-professionnels, de toutes les origines et de toutes les régions. Ce qui est sûr, c'est que l'éducation des jeunes peut et doit jouer un rôle plus important encore pour déconstruire les clichés, et lever ce qui est encore perçu comme un tabou dans de nombreuses familles.

### Pouvez-vous résumer votre bilan des engagements pris par Nicolas Sarkozy avant son élection ?

Après quelques avancées techniques sur le PACS en début de mandat, le Président a totalement sorti de son agenda les revendications en matière d'égalité des droits pour les personnes LGBT. C'est comme si cela n'était plus un sujet pour lui et son gouvernement.

### Quelle est votre appréciation concernant le rattachement de la Haute autorité de lutte contre les discriminations au nouveau Défenseur des droits ?

Pour notre association, la disparition de la HALDE est une erreur politique majeure. L'existence même de cette organisation visait à afficher la volonté ferme de l'Etat de lutter contre toutes les discriminations. La HALDE a vu le nombre de ses saisines passer de 1 500 en 2005 à plus de 12 500 en 2010. Et ce sont quelque 2 000 délibérations qui ont été rendues depuis sa création. Avec, notamment, pour les gays et lesbiennes, plusieurs décisions phares concernant les pensions de réversion pour les couples pac-

sés, le congé de paternité pour les couples d'hommes, la reconnaissance d'une discrimination d'un préfet qui refusait de convier officiellement à une cérémonie de commémoration de la déportation une association représentant les déportés homosexuels, ou le droit d'adoption d'une femme lesbienne. Tant d'un point de vue symbolique que pratique, la dissolution de la HALDE est une aberration

**« La lutte contre l'homophobie s'inscrit dans la même logique que les luttes contre d'autres formes de discrimination et de violence à l'encontre de minorités. Il s'agit dans tous les cas de lutter contre les travers d'une société originellement dominée par l'homme blanc et hétérosexuel »**

et une faute politique. En intégrant une plus grande autorité administrative, elle perd de son aura et de son influence décisives, elle qui pouvait mettre le gouvernement face à ses responsabilités et ses contradictions

**Constatant que « ce sont les associations qui se mobilisent », vous critiquez l'inaction des pouvoirs publics. Qu'attendez-vous de l'Etat ? Et d'un futur nouveau gouvernement ?**

Alors que depuis 20 ans maintenant, un

mouvement, que nous espérons irréversible, vise à offrir, en Europe, l'égalité des droits à toutes les personnes, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur genre, les pouvoirs publics français continuent à afficher clairement le choix d'une homophobie d'Etat. Il faut rappeler qu'une femme ouvertement lesbienne a dû batailler pendant des années contre l'Etat français pour avoir le droit d'adopter un enfant. Et il a fallu une condamnation ferme par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour faire plier l'homophobie de l'Etat français. Quant au mariage et à l'adoption, l'Assemblée Nationale a encore réaffirmé son conservatisme et son ringardisme la semaine dernière en rejetant la proposition de loi du PS accordant la possibilité à un couple homosexuel de se marier. Derrière ce refus, c'est bien l'affirmation d'une homophobie d'Etat qui s'exprime. Le message est clair : un gay ou une lesbienne ne peut pas avoir les mêmes droits qu'un hétérosexuel. Il faut espérer que 2012 pourra corriger ces inégalités, alors que plusieurs pays en Europe et dans le monde ont déjà ouvert le mariage aux gays et aux lesbiennes depuis des années sans que le ciel leur soit tombé sur la tête !

**Votre rapport est placé sous le signe de l'exigence de l'égalité, et non de « l'obtention de droits spécifiques ou de privilèges ». Dès lors, faut-il développer des actions spécifiques contre l'homophobie ?**

Pas de droits spécifiques en effet, puisque nous ne demandons qu'une simple application du principe d'égalité, ce qui est le minimum de ce qu'on peut attendre d'un pays qui se réclame toujours et de manière incessante de la ●●●



●●● patrie des droits de l'homme... En revanche, la lutte contre l'homophobie nécessite une intervention plus forte de l'Etat car c'est son rôle de protéger ses citoyens et ses citoyennes qui subissent la violence et la haine juste parce qu'ils sont « différents ». C'est un des rôles régaliens de l'Etat de protéger ses citoyens. Or il faut bien reconnaître qu'il fait peu en la matière. Les tribunaux de proximité sont certes très sévères lorsqu'ils ont à juger d'une agression à caractère homophobe. Mais rien ou presque n'est fait pour lutter contre cette homophobie

sourde et quotidienne avec laquelle doivent vivre de nombreuses personnes LGBT. La prévention en la matière n'est pas à la hauteur des enjeux. Le taux de suicide dramatiquement élevé chez les jeunes gays et lesbiennes devrait pourtant pousser les pouvoirs publics à mettre en place des politiques beaucoup plus volontaristes.

### Comment intégrer la lutte contre l'homophobie dans la lutte pour l'égalité en général ?

La lutte contre l'homophobie s'inscrit

dans la même logique que les luttes contre d'autres formes de discrimination et de violence à l'encontre de minorités. Il s'agit dans tous les cas de lutter contre les travers d'une société originellement dominée par l'homme blanc et hétérosexuel. La lutte pour l'égalité des femmes n'est d'ailleurs pas étrangère à la montée des revendications des personnes LGBT.

● ENTRETIEN RÉALISÉ  
PAR GILLES ALFONSI

## A TABLE

# Note sur la consultation des communistes (juin 2011)

**L**e PCF se réclame de 138 000 adhérents (cartes placées) mais de seulement 69 000 cotisants (contre 94 000 en décembre 2006).

Le quart des cotisants du PCF se trouve dans cinq départements (Nord, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône) et plus de la moitié dans vingt fédérations.

Entre la précédente consultation présidentielle (celle qui avait abouti à la désignation de Marie-George Buffet, en décembre 2006) et celle-ci, le nombre d'inscrits a baissé officiellement de près de 25 000 et le nombre de votants de 4 000 (le pourcentage de participation, lui, est passé de 56 % à 70 %).

Le choix incluant la candidature de Jean-Luc Mélenchon obtient un peu moins de 60 % (il en avait obtenu 64 % à la Conférence nationale du début juin et 69 % au Conseil national d'avril). L'éventail des votes va de 87 % dans l'Yonne à 17,5 %

en Haute-Savoie ; il est supérieur à 50 % dans 69 départements. Le pourcentage est d'autant plus élevé que la densité adhérente est plus faible : 54,4 % dans les cinq premiers départements par le nombre d'adhérents, 57,6 % dans les vingt premiers, 61,5 % dans les vingt derniers. Les vingt meilleurs départements en faveur du choix 1, proposé par la direction et la Conférence nationale, représentent un peu moins de 25 % des effectifs du PCF ; les vingt meilleurs départements en faveur du choix 2 (Chassagne) regroupent 30 % des effectifs du parti (Chassagne dépasse les 50 % dans 19 fédérations).

Au total, le choix en faveur de Jean-Luc Mélenchon se situe dans les eaux des scores obtenues par la majorité dirigeante depuis quelques années. L'écart entre les deux choix proposés donne une légitimité incontestable à celui qui est désormais le porte-voix présidentiel du Front de gauche. La faiblesse prévisible des

scores à venir de l'extrême gauche et le tropisme centriste d'Europe-Écologie font maintenant porter sur le seul nom de Jean-Luc Mélenchon les espoirs d'une gauche bien à gauche.

Donner à ce vote le souffle d'un vote populaire et citoyen et l'élan d'une authentique novation politique est désormais l'enjeu des prochains mois. Le choix raisonnable des militants du PCF est un sérieux coup de pouce pour aller dans ce sens.

On pourra par la suite regretter qu'un choix de ce type n'ait pas été retenu par eux en 2006-2007. Mais le temps n'est ni à l'amertume ni au regret. Pour toutes et tous, du côté de celles et ceux qui veulent plus que jamais l'alternative, le temps doit être à l'espérance. L'indignation doit trouver son expression juste dans les urnes. En France en tout cas, il est possible que cela devienne une réalité.

● ROGER MARTELLI ●●●

<b>Les cinq premiers départements</b>		%		% vot.		%		%	<b>Dang Tran</b>	%
NORD	5 215	7,5	3 157	60,5	1 318		1 563	50,5	214	6,9
VAL DE MARNE	3 625	5,2	2 427	67,0	1 115	47,0	1 209	51,0	46	1,9
SEINE SAINT DENIS	3 061	4,4	2 058	67,2	1 573		414	20,5	29	1,4
PAS DE CALAIS	3 048	4,4	1 997	65,5	574		1 331	67,5	68	3,4
BOUCHES DU RHONE	2 900	4,2	2 395	82,6	1 843		445	18,9	67	2,8
<b>Total</b>	<b>17 849</b>	<b>25,8</b>	<b>12 034</b>	<b>67,4</b>	<b>6 423</b>		<b>4 962</b>	<b>42,0</b>	<b>424</b>	<b>3,6</b>

<b>Les 20 premiers départements (nombre de cotisants)</b>		%		% vot.		%		%	<b>Dang Tran</b>	%
NORD	5 215	7,5	3 157	60,5	1 318		1 563	50,5	214	6,9
VAL DE MARNE	3 625	5,2	2 427	67,0	1 115	47,0	1 209	51,0	46	1,9
SEINE SAINT DENIS	3 061	4,4	2 058	67,2	1 573		414	20,5	29	1,4
PAS DE CALAIS	3 048	4,4	1 997	65,5	574		1 331	67,5	68	3,4
BOUCHES DU RHONE	2 900	4,2	2 395	82,6	1 843		445	18,9	67	2,8
HAUTS DE SEINE	1 765	2,5	1 423	80,6	914		441	31,6	41	2,9
PARIS	1 621	2,3	1 290	79,6	761		371	29,6	120	9,6
GIRONDE	1 600	2,3	965	60,3	534	57,8	356	38,5	34	3,7
RHONE	1 571	2,3	1 316	83,8	623	47,8	642	49,3	37	2,8
SEINE MARITIME	1 474	2,1	1 271	86,2	606		623	49,6	28	2,2
HERAULT	1 455	2,1	1 085	74,6	671		376	35,0	27	2,5
ALLIER	1 413	2,0	827	58,5	184		622	76,4	8	1,0
DORDOGNE	1 320	1,9	1 168	88,5	937		184	15,9	35	3,0
HAUTE GARONNE	1 280	1,8	1 029	80,4	475		477	47,0	63	6,2
ISERE	1 275	1,8	821	64,4	544		161	19,8	108	13,3
GARD	1 074	1,6	966	89,9	619		313	32,8	22	2,3
PYRENEES ORIENTALES	987	1,4	653	66,2	550		83	13,0	6	0,9
LANDES	975	1,4	542	55,6	379		143	26,9	10	1,9
VAL D'OISE	973	1,4	633	65,1	389		211	34,3	16	2,6
ESSONNE	946	1,4	833	88,1	588		229	27,7	10	1,2
<b>Total</b>	<b>37 578</b>	<b>54,3</b>	<b>26 856</b>	<b>71,5</b>	<b>15 197</b>	<b>57,6</b>	<b>10 194</b>	<b>38,6</b>	<b>989</b>	<b>3,7</b>

● ● ●

Les vingt derniers départements		%		% vot.		%		%	Dang Tran	%
YONNE	249	0,4	236	94,8	203	87,5	25	10,8	4	1,7
BAS RHIN	201	0,3	109	54,2	59		29	27,9	16	15,4
MANCHE	195	0,3	177	90,8	123		44	25,0	9	5,1
CREUSE	193	0,3	149	77,2	98	67,1	45	30,8	3	2,1
DOUBS	189	0,3	126	66,7	94		28	22,6	2	1,6
HAUTE CORSE	185	0,3	134	72,4	84		35	26,5	13	9,8
VOSGES	179	0,3	83	46,4	47		30	37,0	4	4,9
EURE ET LOIR	175	0,3	145	82,9	101		37	25,9	5	3,5
LOZERE	172	0,2	120	69,8	37		80	67,8	1	0,8
HAUTES ALPES	153	0,2	98	64,1	75		17	17,7	4	4,2
CORSE DU SUD	152	0,2	117	77,0	82	70,7	30	25,9	4	3,4
ORNE	144	0,2	137	95,1	41		83	62,4	9	6,8
CANTAL	140	0,2	94	67,1	23		68	72,3	3	3,2
HAUTE MARNE	138	0,2	82	59,4	33		45	56,3	2	2,5
DEUX SEVRES	131	0,2	113	86,3	73		32	29,1	5	4,5
HAUT RHIN	125	0,2	89	71,2	65		19	22,4	1	1,2
TERRITOIRE BELFORT	116	0,2	84	72,4	52		17	21,3	11	13,8
HAUTE LOIRE	112	0,2	78	69,6	44		30	40,0	1	1,3
MAYENNE	100	0,1	75	75,0	18		52	73,2	1	1,4
MEUSE	92	0,1	69	75,0	38	57,6	26	39,4	2	3,0
<b>Total</b>	<b>3 141</b>	<b>4,5</b>	<b>2 315</b>	<b>73,7</b>	<b>1 390</b>		<b>772</b>	<b>34,1</b>	<b>100</b>	<b>4,4</b>

Les vingt meilleurs scores Mélenchon		%		% vot.		%		%	Dang Tran	%
YONNE	249	0,4	236	94,8	203	87,5	25	10,8	4	1,7
PYRENEES ORIENTALES	987	1,4	653	66,2	550		83	13,0	6	0,9
AVEYRON	377	0,5	239	63,4	200		29	12,2	8	3,4
ALPES HTES PROVENCE	446	0,6	203	45,5	169		28	13,9	4	2,0
HAUTES PYRENEES	742	1,1	391	52,7	321		67	17,2	2	0,5
ALPES MARITIMES	761	1,1	611	80,3	489		96	15,9	17	2,8
DORDOGNE	1 320	1,9	1 168	88,5	937		184	15,9	35	3,0

● ● ●

HAUTE VIENNE	401	0,6	284	70,8	222		53	19,0	4	1,4
CHARENTE	298	0,4	184	61,7	143		32	17,8	5	2,8
COTE D'OR	356	0,5	267	75,0	206		46	17,7	8	3,1
SAVOIE	535	0,8	402	75,1	315		72	17,9	15	3,7
BOUCHES DU RHONE	2 900	4,2	2 395	82,6	1 843		445	18,9	67	2,8
COTE D'ARMOR	712	1,0	486	68,3	373		97	20,3	7	1,5
HAUTES ALPES	153	0,2	98	64,1	75		17	17,7	4	4,2
SEINE SAINT DENIS	3 061	4,4	2 058	67,2	1 573		414	20,5	29	1,4
INDRE ET LOIRE	723	1,0	479	66,3	368	77,8	98	20,7	7	1,5
HAUTE SAVOIE	273	0,4	166	60,8	129	77,7	35	21,1	2	1,2
VAUCLUSE	467	0,7	389	83,3	297	77,3	78	20,3	9	2,3
VENDEE	438	0,6	254	58,0	194	77,3	52	20,7	5	2,0
CHER	900	1,3	515	57,2	392	77,2	112	22,0	4	0,8
<b>Total</b>	<b>16 099</b>	<b>23,3</b>	<b>11 478</b>	<b>71,3</b>	<b>8 999</b>		<b>2 063</b>	<b>18,3</b>	<b>242</b>	<b>2,1</b>

<b>Les vingt meilleurs scores Chassaigne</b>		%		% vot.		%		%	<b>Dang Tran</b>	%
PUY DE DOME	634	0,9	558	88,0	102		444	80,4	6	1,1
ALLIER	1 413	2,0	827	58,5	184		622	76,4	8	1,0
MAYENNE	100	0,1	75	75,0	18		52	73,2	1	1,4
CANTAL	140	0,2	94	67,1	23		68	72,3	3	3,2
ARDENNES	347	0,5	170	49,0	38		121	72,0	9	5,4
LOZERE	172	0,2	120	69,8	37		80	67,8	1	0,8
PAS DE CALAIS	3 048	4,4	1 997	65,5	574		1 331	67,5	68	3,4
CHARENTE MARITIME	700	1,0	459	65,6	139		300	65,9	16	3,5
MAINE ET LOIRE	351	0,5	260	74,1	93		163	63,2	2	0,8
ORNE	144	0,2	137	95,1	41		83	62,4	9	6,8
MEURTHE ET MOSELLE	635	0,9	461	72,6	161		281	61,5	15	3,3
VAR	811	1,2	529	65,2	188		311	59,9	20	3,9
MARNE	342	0,5	230	67,3	86	37,6	135	59,0	8	3,5
HAUTE MARNE	138	0,2	82	59,4	33		45	56,3	2	2,5
EURE	750	1,1	379	50,5	167		197	52,7	10	2,7
VAL DE MARNE	3 625	5,2	2 427	67,0	1 115	47,0	1 209	51,0	46	1,9
SOMME	465	0,7	420	90,3	176		213	50,7	31	7,4
NORD	5 215	7,5	3 157	60,5	1 318		1 563	50,5	214	6,9
SAONE ET LOIRE	627	0,9	428	68,3	204		211	50,1	6	1,4
SEINE MARITIME	1 474	2,1	1 271	86,2	606		623	49,6	28	2,2
<b>Total</b>	<b>21 131</b>	<b>30,5</b>	<b>14 081</b>	<b>66,6</b>	<b>5 303</b>		<b>8 052</b>	<b>58,1</b>	<b>503</b>	<b>3,6</b>



Les cinq premiers départements		%		% vot.		%		%	Dang Tran	%
NORD	5 215	7,5	3 157	60,5	1 318		1 563	50,5	214	6,9
VAL DE MARNE	3 625	5,2	2 427	67,0	1 115	47,0	1 209	51,0	46	1,9
SEINE SAINT DENIS	3 061	4,4	2 058	67,2	1 573		414	20,5	29	1,4
PAS DE CALAIS	3 048	4,4	1 997	65,5	574		1 331	67,5	68	3,4
BOUCHES DU RHONE	2 900	4,2	2 395	82,6	1 843		445	18,9	67	2,8
<b>Total</b>	<b>17 849</b>	<b>25,8</b>	<b>12 034</b>	<b>67,4</b>	<b>6 423</b>		<b>4 962</b>	<b>42,0</b>	<b>424</b>	<b>3,6</b>

		%		% vot.		%		%	Dang Tran	%
<b>Totaux nationaux</b>	69 227	100,0	48 631	70,2	28 251		17 594	36,8	1 944	4,1

## COCKTAIL

**L'armée dans les casernes.** 11 maires de villes populaires de Seine-Saint-Denis ont rendu public le 20 juin un appel à « *refuser catégoriquement le recours à l'armée dans les quartiers touchés par le trafic de drogue, tel qu'envisagé par plusieurs élus locaux et responsables nationaux* ». Ils soulignent notamment : « *Dans un Etat démocratique, le rôle de l'armée est clair : protéger le territoire national de forces étrangères. L'idée de recourir à l'armée dans les banlieues revient à désigner leurs habitants comme des ennemis de l'intérieur. Les quartiers populaires dans lesquels vit la jeunesse de France ne sont pas des territoires étrangers à la République. Ils en sont le cœur et l'avenir, comme d'autres territoires. L'idée de recourir à l'armée en banlieue jette de l'huile sur le feu et stigmatise une nouvelle fois les villes de banlieues. La gravité de la situation exige que les responsables politiques et administratifs, les policiers, les magistrats, se rassemblent pour trouver des réponses de fond au problème complexe du trafic de stupéfiants, en dehors de toute surenchère médiatique. (...) La principale guerre à mener est celle contre les inégalités de territoires. Dans des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation, la sécurité, l'Etat n'accorde pas à la Seine-Saint-Denis des moyens équivalents à ceux d'autres départements. Beaucoup de personnes incriminées dans des actes de violence et recrutées comme trafiquants sont mineures. Il y a urgence à décupler les moyens éducatifs et préventifs dans notre département, seuls à même de combattre ce fléau* ». Les signataires sont François Asensi (député-maire de Tremblay, président de l'agglomération Sevrans-Tremblay-Villepinte), Michel Beaumale (maire de Stains), Patrick Braouezec (président

de l'agglomération Plaine Commune), Marc Everbecq (maire de Bagnolet), Carinne Juste (maire de Villetaneuse), Didier Mignot (maire du Blanc-Mesnil), Didier Paillard (maire de Saint-Denis), Catherine Peyge (maire de Bobigny), Gilles Poux (maire de La Courneuve), Nelly Roland Iriberry (Maire de Villepinte) et Jacqueline Rouillon (maire de Saint-Ouen, conseillère générale de Seine-Saint-Denis).

**Dans le purin.** André Gérin continue sa dérive, qui l'avait notamment conduit à faire préfacier un de ses livres par un des leaders de la droite extrême, Eric Raoult. Après avoir indiqué, suite à la consultation des adhérents du PCF sur la candidature à l'élection présidentielle, qu'il ne mènera pas la campagne électorale en faveur de Jean-Luc Mélenchon, il plaide sur son habituel registre xénophobe : « *C'est donc l'abandon de notre culture, de notre identité, de nos racines, de nos valeurs fondamentales. La gauche a épousé les thèses du grand patronat avec ce discours irresponsable où il faudrait régulariser tous les sans-papiers, elle prône l'immigration comme le demandent Laurence Parisot et Christine Lagarde pour une main d'œuvre à bon marché. Non, l'immigration n'est pas une chance pour la France. C'est un mensonge entretenu depuis 30 ans. Oui, c'est une chance pour le capitalisme financier, pour diviser, pour exploiter, pour généraliser l'insécurité sociale, exclure, ghettoïser des millions de familles et de jeunes français de la vie sociale et politique. Nous serions contraints d'accepter tous ceux qui viendraient dans notre maison France. Il faut refuser cette réalité et faire en sorte que l'on combatte les dérives communautaristes. Nicolas Sarkozy et l'UMP* » ●●●

●●● surfent sur ces réalités. Ils préfèrent favoriser la lutte ethnico-religieuse que la lutte des classes d'un même combat français et immigrés ». Après avoir souligné son « engagement contre le voile intégral », il estime : « limiter y compris l'immigration régulière devient vital face une situation intenable et explosive dans des centaines de villes populaires ». Claude Guéant appréciera le clin d'œil, ainsi que celui sur la « nécessité d'engager une véritable guerre contre la drogue ».

**Abolition des armes nucléaires.** Les associations membres de la campagne ICAN (campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) organisent un rassemblement le samedi 25 juin sur le Parvis des droits de l'Homme de la place du Trocadéro (de 14 h à 18 h) et une conférence internationale pour l'Abolition des armes nucléaires le dimanche 26 juin pour un «contre sommet» de la réunion du P5 (les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU), qui se réunit à Paris. La conférence aura lieu au CEDETIM (21 ter rue Voltaire, Paris 11<sup>ème</sup>), de 9 h à 13 h. ICAN-France est un collectif composé de plus de 60 organisations (associations, partis de gauche, syndicats...).



### En prison, en Israël, depuis **2 295 jours**

Dessin de Charb transmis par le [comité de soutien à Salah Hamouri](#)



Cerises est édité  
par les CommunistesUnitaires  
**contact.cerises@gmail.fr**  
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi ,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Arnaud Viviant